



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 Quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 22/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIEBHERR AEROSPACE TOULOUSE SAS

455 chemin de la Femelle
82370 Campsas

Références : SCO/S 2025-0520
Code AIOT : 0006804247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement LIEBHERR AEROSPACE TOULOUSE SAS implanté 455 Chemin de la Femelle 82370 Campsas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée suite à un départ de feu sur une table d'ébavurage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIEBHERR AEROSPACE TOULOUSE SAS
- 455 Chemin de la Femelle 82370 Campsas
- Code AIOT : 0006804247
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site est une installation qui développe, fabrique et assure la maintenance de systèmes d'air pour l'industrie aéronautique.

L'installation est soumise à enregistrement pour les rubriques 2560 (travail mécanique des métaux) et 2565 (traitement de surface).

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1 | Déclaration d'accident | Code de l'environnement du 02/12/2025, article R.512-69 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 3 | Consignes d'exploitation | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22 | Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |
| 8 | Travaux et sous traitance | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 21 | Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------|
| 2 | Identification des zones à risque | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10 | Sans objet |
| 4 | Interdiction d'apporter du feu | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 21 | Sans objet |
| 5 | Plan de prévention | Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1 | Sans objet |
| 6 | Dispositions du plan de prévention | Décret du 07/03/2008, article / | Sans objet |
| 7 | Travaux | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 21 | Sans objet |
| 9 | Travaux | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 21 | Sans objet |
| 10 | Surveillance fin de travaux | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 21 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection il est constaté que l'exploitant a commencé l'analyse des causes de l'incident et prévoit de mettre en place un plan d'action suite à cette analyse.

Il est constaté que l'incendie a été confiné à une salle d'ébavurage sans propagation et a été éteint à l'aide d'extincteurs, sans utilisation d'eau.

Le travail par point chaud à l'origine de l'incendie n'étant pas prévu, aucun permis de feu n'avait été délivré. Par ailleurs, il est constaté la présence de marquage d'interdiction de feu apposé à l'entrée des salles d'ébavurage.

L'exploitant indique vouloir pousser l'analyse au delà du simple constat d'une erreur humaine.

Il est également constaté la bonne gestion des interventions d'entreprises extérieures avec la mise en place de plan de prévention et permis de feu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2025, article R.512-69 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Accident |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé la télédéclaration de l'accident.</p> <p>L'exploitant indique qu'un travail par point chaud non prévu a été réalisé en interne par un employé.</p> <p>Ce travail consiste à séparer l'aluminium de la bobine métallique par meulage de celle-ci. Cette action a pour objet de séparer les deux types de métaux pour améliorer le tri.</p> <p>L'exploitant précise que cette action n'est pas prévue dans les consignes générales et n'a donc pas fait l'objet d'un permis de feu.</p> <p>Suite à cette action de meulage, les étincelles provoquées ont mis feu à une table d'ébavurage.</p> <p>L'incendie a été contenu dans la salle d'ébavurage grâce à l'action des employés.</p> <p>L'exploitant indique être en cours de réalisation de l'analyse des causes profondes de l'accident pour préparer un plan d'action.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le rapport d'accident complété après analyses des causes profondes de celui-ci et incluant le plan des actions correctives à mettre en place en conséquence |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 2 : Identification des zones à risque

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque |
| Prescription contrôlée : <p>« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>« Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2, ainsi que les locaux accueillant les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.</p> <p>« L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant présente les plans de dangers du site.</p> <p>Ces plans sont détaillés en fonction des risques (ATEX, produits chimiques...) et un plan recense les moyens d'intervention en cas d'incendie.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Consignes d'exploitation

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation |
| Prescription contrôlée : <p>I. Consignes de sécurité</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions dans lesquelles sont délivrés les substances et mélanges dangereux et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ; - la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ; - les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection s'il existe ; |

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> - les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour éviter l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au III de l'article 20 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente la consigne générale en lien avec l'activité de traitement de surface et la justification que cette consigne a été prise en compte par les intervenants.</p> <p>L'ensemble de la chaîne traitement de surface est automatisé et le pilotage se fait via une interface logiciel.</p> <p>L'exploitant a présenté le livret d'accueil sécurité/environnement qui comprend l'ensemble des consignes à réaliser en cas de déversement accidentel.</p> <p>L'ensemble des consignes de sécurité n'a pas été contrôlé lors de l'inspection.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Tenir à disposition de l'inspection l'ensemble des consignes de sécurité contenant notamment les procédures d'arrêts d'urgence et de mise en sécurité du site.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 30 jours</p> |

N° 4 : Interdiction d'apporter du feu

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 21</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter un point chaud sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection il est constaté au niveau des salles d'ébavurages la présence d'un marquage d'interdiction d'apporter du feu.</p> |

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
| N° 5 : Plan de prévention |
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention |
| Prescription contrôlée : Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...] 4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...] |
| Constats : Le site n'est pas soumis à POI. Cependant l'exploitant réalise des plans de préventions pour les entreprises extérieures qui interviennent sur site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| N° 6 : Dispositions du plan de prévention |
| Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article / |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention |
| Prescription contrôlée : Article R4512-8 du Code du travail Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes : <ol style="list-style-type: none"> 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement. |
| Constats : L'exploitant présente un plan de prévention rempli référencé LTS-MAT-STE-3043. Le plan de prévention contient l'ensemble des éléments prévus par la réglementation. Il prévoit clairement la répartition, entre l'exploitant et l'entreprise extérieure, des actions en fonction des risques pour maintenir la sécurité. |

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 21

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

[...]

Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.

Constats :

Le plan de prévention présenté par l'exploitant contient l'ensemble des informations prévues par la réglementation.

Notamment, il est prévu en zone ATEX l'utilisation de matériel adéquat, en l'occurrence d'un aspirateur conforme ATEX fourni par l'exploitant.

Le travail par point chaud réalisé n'étant pas prévu par l'exploitant, aucun permis de feu n'a été délivré pour cette action.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 21

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :

[...]

- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| [...] |
| Constats : Le plan de prévention présenté par l'exploitant contient la mention d'utilisation de sous-traitance ou non. En l'occurrence, le plan de prévention présenté prévoit l'utilisation d'une entreprise sous-traitante. Dans ce cas, la plan de prévention prévoit le renseignement d'une annexe pour justifier que l'entreprise sous-traitante a bien pris connaissance du plan de prévention. Le document annexe complètement renseigné n'a pas été consulté le jour de l'inspection. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre l'annexe 4 du plan de prévention référencé LTS-MAT-STE-3043 complètement renseignée. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 9 : Travaux

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 21 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Travaux |
| Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation recensées à l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants : [...] - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;[...] |
| Constats : Le plan de prévention présenté par l'exploitant contient l'ensemble des éléments prévus par la réglementation. Il comprend notamment la traçabilité de l'inspection préalable commune des lieux de travail et des installations. Il prévoit notamment les formations à posséder ou à suivre en fonction des actions réalisées par l'entreprise extérieure. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Surveillance fin de travaux

| |
|-------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 21 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux |

Prescription contrôlée :

Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant présente un permis de feu qui contient notamment la traçabilité de réalisation de trois rondes de sécurité après la fin des travaux.

La traçabilité indique la date, l'heure et la personne qui a réalisé la ronde.

Type de suites proposées : Sans suite